

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Pour ceux d'entre nous qui vivent dans l'hémisphère nord, l'été touche à sa fin. Cette saison a apporté son lot de désastres naturels et de changements politiques, mais aussi des Jeux olympiques passionnants et spectaculaires.

En ce qui concerne les désastres naturels, tragédies et défis humanitaires vont main dans la main, et une des fonctions fondamentales des gouvernements est de protéger leurs citoyens et d'assurer leur bien-être. En tant qu'ombudsmans, avons-nous jamais étudié le rôle que nous pouvons jouer lorsque nos communautés font face à des tremblements de terre, des pluies torrentielles, des inondations, des tsunamis, des éruptions volcaniques, et autres catastrophes naturelles? L'ombudsman devrait-il faire partie de la première vague d'intervention et aider les gouvernements à réagir à ces urgences? Ou devrait-il demeurer à distance et analyser objectivement les réponses que les gouvernements et leurs organismes apportent à ces crises, à la fois de manière immédiate et à long terme?

Les changements politiques, qu'ils soient orchestrés (élections) ou non (révolution, coup d'état ou guerre), modifient le cadre de travail des ombudsmans. Des organisations telles que l'Institut International de l'Ombudsman doivent donc être vigilantes, car ces changements peuvent avoir des répercussions sur l'indépendance, l'objectivité et l'efficacité des ombudsmans. Ces organisations doivent réagir rapidement lorsque des traitements inhumains sont le résultat de ces bouleversements politiques.

Les Jeux olympiques d'été de Beijing m'ont mis du baume au cœur. Ce genre d'événements démontre que les sociétés peuvent interagir dans le respect mutuel pour des buts communs. C'est dans le même état d'esprit que j'envisage le congrès international quadriennal de l'ombudsman, qui se tiendra, comme vous le savez tous, en juin 2009 à Stockholm (Suède), et qui célébrera le 200^e anniversaire de la création de l'ombudsman parlementaire suédois. C'est donc avec grand plaisir que je vous retrouverai tous et toutes à Stockholm pour fêter cet événement.



Bill Angrick, Président

NOUVEAU MEMBRE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'I.I.O.

Suite au départ à la retraite de M. Ila Geno, Mme Beverley Wakem (Ombudsman en chef de la Nouvelle-Zélande) a été choisie par les membres de la région Australasie et Pacifique pour siéger au Conseil d'administration de l'I.I.O. Elle représentera donc cette région au Conseil en compagnie de M. Bruce Barbour, qui en est le Vice-président régional.

Pour complément d'information sur le départ à la retraite de M. Ila Geno, veuillez vous référer à l'article sur la Papouasie-Nouvelle-Guinée dans la rubrique «Nominations, départs à la retraite».

IX^e CONGRÈS INTERNATIONAL DE L'INSTITUT DE L'OMBUDSMAN ET CÉLÉBRATION DU 200^e ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE L'INSTITUTION DE L'OMBUDSMAN EN SUÈDE (STOCKHOLM, DU 9 AU 12 JUIN 2009)

Le IX^e Congrès international de l'I.I.O. sera organisé à Stockholm (Suède) du 9 au 12 juin 2009. Une des journées de ce Congrès célébrera le 200^e anniversaire de la création de l'institution de l'ombudsman parlementaire en 1809 en Suède.

Les préparatifs pour ce double événement vont bon train et vous en trouverez des détails à l'adresse Internet: <http://www.ioi2009.com>.

Le Bureau de l'Ombudsman parlementaire de Suède prévoit d'envoyer les invitations officielles dans la deuxième moitié du mois de novembre 2008.

SOUSSION DE PROPOSITIONS

POUR L'ORGANISATION DU CONGRÈS 2012 DE L'I.I.O.

Le IX^e Congrès international de l'I.I.O. sera organisé à Stockholm (Suède) en juin 2009 à l'occasion du 200^e anniversaire de la création de l'institution de l'ombudsman en 1809 en Suède. Après 2009, l'I.I.O. reprendra son programme normal de congrès quadriennal: le X^e Congrès aura donc lieu en 2012, et nous encourageons tous les membres institutionnels de l'I.I.O. à soumettre des propositions d'organisation à Mme Alice Yuen Ying Tai, Secrétaire de l'I.I.O., à l'adresse ci-dessous:

Mme Alice Yuen Ying Tai
Ombudsman, Hong-Kong, Chine
30/F China Merchants Tower
Shun Tak Centre
168-200 Connaught Road Central
Hong-Kong, Chine
Tél.: 852-2629-0501
Télécop.: 852-2956-0625
Courriel: ayytai@omb.gov.hk

ASSOCIATION DES OMBUDSMANS ET MÉDIATEURS DE LA FRANCOPHONIE (AOMF): PREMIÈRE SESSION DE FORMATION DU PERSONNEL DE BUREAU – RABAT (MAROC)

L'Association des ombudsmans et médiateurs de la francophonie (AOMF) a été créée en 1998 à Nouakchott (Mauritanie). Basée sur des principes démocratiques de professionnalisme et d'indépendance, elle regroupe 56 institutions de pays francophones du monde entier. Ses objectifs sont les suivants: défendre et étendre les pouvoirs des institutions d'ombudsmans et de médiateurs, soutenir la création de telles institutions dans

les pays où elles n'existent pas, et promouvoir les valeurs de démocratie et de bonne administration dans le monde francophone. Fondée sur le respect de la diversité et des valeurs communes, cette association encourage le dialogue, la coopération et la solidarité entre tous ses membres. Le président de l'AOMF est Bernard Richard, Ombudsman du Nouveau-Brunswick (Canada).

Afin de répondre aux besoins de formation exprimés par les institutions membres de l'AOMF (en particulier par les institutions récemment instaurées ou celles situées dans des pays sortant d'une crise), et après avoir identifié les priorités de formation, l'AOMF a créé en 2008 le Centre d'échange et de formation en médiation de Rabat (Maroc). Ce Centre, qui a été mis sur pied en collaboration avec l'institution marocaine de médiation *Diwan al-Madhalim* et l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), fait partie intégrante des programmes de formation internationale de cette Association.

L'AOMF a mis en place un collège de 24 experts, venant de 15 institutions membres différentes, qui dirigent des sessions de formation dans leur domaine d'expertise. Un groupe de chercheurs et d'universitaires recommandés par les ombudsmans de leurs pays respectifs a également été créé, et l'AOMF fait appel à eux pour effectuer des études ou participer à l'élaboration de matériel de formation.

Le thème de la première session de formation, qui a eu lieu à Rabat les 26 et 27 mai 2008, était le traitement des plaintes. Cette session a réuni 20 participants venus de 12 pays: Bénin, Burkina-Faso, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, Gabon,

Côte d'Ivoire, Mali, Maroc, Niger, Sénégal, Seychelles et Togo.

Quatre experts des bureaux d'ombudsman du Sénégal, du Burkina Faso, de France et du Maroc ont dirigé des cours sur l'admissibilité des plaintes, leur soumission, leur analyse et leur traitement. Les participants ont aussi travaillé sur des études de cas et effectué une visite des bureaux de l'ombudsman du Maroc.

Cette première session de formation a donné l'occasion aux participants de discuter de questions ayant trait au rôle et au positionnement institutionnel des bureaux d'ombudsman, de faire part des meilleurs techniques employées dans leurs pays respectifs, de mettre de l'avant des principes de bonne administration et de proposer aux employés des bureaux d'ombudsman des outils méthodologiques et un cadre de références communes pour traiter les plaintes.

Dans la même perspective d'échanges de connaissances et d'expérience, d'autres sessions auront lieu à Rabat de manière régulière sur des sujets variés: outils de médiation, pouvoirs de l'ombudsman, communication, outils informatiques et documentation, organisation régionale, projets de réforme et mise en avant des principes de bonne administration, etc.

Pour complément d'information ou pour souscrire à son bulletin mensuel (gratuit), contactez le Secrétariat permanent de l'AOMF à Paris:
secretariat.aomf@mediateur-republique.fr
Tél.: +33-1-55-35-23-45
Télécop.: +33-1-55-35-22-45

LANCEMENT DU SITE INTERNET DU

RÉSEAU MÉDITERRANÉEN DE MÉDIATEURS ET D'OMBUDSMANS

Le réseau méditerranéen de médiateurs et d'ombudsmans, qui a été créé à Rabat en novembre 2007 et qui est sous la triple direction du *Wali al-Madhalim* du peuple du Maroc, du Médiateur de la République française et du Défenseur du peuple d'Espagne, a lancé un site Internet. En voici l'adresse: www.ombudsman-med.org.

Ce site multilingue (anglais, arabe, français et espagnol) sera mis à jour régulièrement. La deuxième réunion de ce Réseau aura lieu les 1^{er} et 2 décembre 2008 à Marseille (France). Le thème en sera «Médiateurs de la région méditerranéenne: Les défis d'un espace commun». L'objectif de ce Réseau est de devenir une association à part entière qui pourra regrouper toutes les institutions nationales de médiation de la région méditerranéenne. Sur la base de la Déclaration de Rabat (téléchargeable à partir du site Internet), les objectifs de cette association seront de soutenir les institutions en place, d'encourager la création d'institutions similaires dans les pays où elles n'existent pas, et de créer dans cette région un mouvement en faveur de la démocratie, des droits de l'Homme et de la bonne gouvernance.

Pour contacter ce Réseau ou souscrire à son Bulletin (gratuit): contact@ombudsman-med.org.

UN ATELIER DE SENSIBILISATION À L'INSTITUTION DE L'OMBUDSMAN DESTINÉ AUX PAYS ARABOPHONES S'EST TENU EN TUNISIE EN JUILLET 2008

Du 8 au 12 juillet 2008, sous l'égide de Mme Alifa Farouk (Ombudsman de Tunisie), un atelier de formation s'est tenu dans ce pays à l'intention de douze pays arabophones pour les sensibiliser à la création d'une institution de l'ombudsman ou pour renforcer leur institution existante. Organisé par le réseau d'ombudsmans arabes (*Ombudsmannet*) du Caire (Égypte) et l'Institut arabe des droits de l'Homme de Tunis (Tunisie), cet atelier a connu un grand succès, et les organisateurs étudient la possibilité de créer un Centre d'ombudsmans arabes, ce qui pourrait mener à la création d'une Association des ombudsmans arabes.

LE PROJET D'INTÉGRATION DE L'INSTITUTION DE L'OMBUDSMAN DANS LA CHARTE MUNICIPALE DE PORTLAND N'A PAS ÉTÉ SOUMIS AU CONSEIL MUNICIPAL

Le bureau de M. Michael Mills, Ombudsman de Portland, est situé dans celui du Vérificateur de cette ville. Le Vérificateur a récemment pris l'initiative de donner plus d'indépendance à l'institution de l'ombudsman de Portland en l'intégrant dans la Charte municipale, plutôt que dans le Code municipal (ce dernier peut être amendé par le Conseil municipal, alors que la Charte ne peut être amendée que dans le cadre d'un vote public). L'inclusion de cette institution à la Charte lui conférerait d'autres avantages: une plus grande permanence, une meilleure protection contre les pressions de

l'administration et un meilleur cadre pour définir des exigences professionnelles adéquates.

Le Vérificateur avait prévu de demander au Conseil municipal de Portland d'inclure une question à ce sujet à l'élection de novembre. Si cette question trouvait un écho favorable, l'institution de l'ombudsman serait incluse dans la Charte municipale. Cela n'a pas eu lieu, car un des Conseillers ayant émis des objections à ce projet, le Vérificateur a décidé de le retirer de l'ordre du jour de la réunion du 20 août. Le Vérificateur relancera cette initiative en 2010.

LA VILLE DE TORONTO CRÉE UN POSTE D'OMBUDSMAN MUNICIPAL INDÉPENDANT

En avril 2008, la ville de Toronto (Ontario, Canada) a voté une loi amendant son Code municipal et créé un poste d'Ombudsman municipal indépendant. C'est la première fois qu'une ville prend une telle décision en Ontario. M. Greg Levine a fait une analyse de cette loi municipale, et vous pouvez la consulter en ligne : www3.telus.net/GovtEthicsLaw/TorontoOmbBylaw2008.htm.

NOMINATIONS, DÉPARTS À LA RETRAITE, ANNIVERSAIRES, RÉCOMPENSES, ETC.

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Le 30 juin 2008, M. Ila Geno (OBE, QPM, Ombudsman en chef de Papouasie-Nouvelle-Guinée) est parti à la retraite et a quitté son poste au sein de la Commission des

Ombudsmans. M. Geno a aussi quitté le Conseil d'administration de l'I.I.O. au sein duquel il représentait la région Australasie et Pacifique. L'I.I.O. tient à remercier chaleureusement M. Geno pour tout le travail qu'il a accompli au sein de cet Institut au cours des années passées.

M. Chronox Manek a été nommé Ombudsman en chef de Papouasie-Nouvelle-Guinée, et il est entré en fonction le 3 juillet 2008. Avant cette nomination, M. Manek était Procureur public de ce pays.

Voici la liste des membres qui siègent à la Commission des ombudsmans de Papouasie-Nouvelle-Guinée: M. Chronox Manek (Ombudsman en chef), M. John Nero (Ombudsman) et Mme Phoebe Sangetari (Ombudsman).

CONSEIL EXÉCUTIF DE L'ASSOCIATION DES OMBUDSMANS DES CARAÏBES (CAROA)

Voici les nouveaux membres élus au Conseil exécutif de l'Association des ombudsmans des Caraïbes (CAROA):

Président: M. Madison Stanislaus (SLPM, Ombudsman de Sainte-Lucie)

Vice-président: M. Earl Witter (QC, JP, Défenseur public de la Jamaïque)

Secrétaire honoraire/Trésorière: Mme Barbara Taylor

Membre du Conseil: M. Fred Wiel (LLM, Ombudsman de Curaçao)

Membre du Conseil: Mme J.M. Eusalyn Lewis (MBE, Ombudsman d'Antigua et Barbuda)

Membre du Conseil: Mme Lynette Stephenson (Ombudsman de Trinidad et Tobago)

CONGRÈS ET ATELIERS PASSÉS ET À VENIR

**DU 14 AU 16 SEPTEMBRE 2008:
ATELIER DE FORMATION DU FORUM
CANADIEN DES OMBUDSMANS SUR
LE THÈME «L'OMBUDSMAN
SPÉCIALISTE: TRAVAILLER
DERRIÈRE LES MURS DES PRISONS» –
WINNIPEG (MANITOBA)**

Le Forum canadien des ombudsmans (FCO) organisera un atelier de formation sur le thème «L'ombudsman spécialiste: Travailler derrière les murs des prisons» » du 14 au 16 septembre 2008, à l'hôtel *Canad Inn-Club Regent* de Winnipeg (Manitoba). Cet atelier s'adresse aux ombudsmans du système pénitentiaire et à leurs employés.

Il traitera de sujets divers: entre autres, étude comparée des pratiques, santé mentale des prisonniers et besoins culturels des détenus autochtones. Un choix de visites d'établissements pénitentiaires sera proposé aux participants.

Le coût de l'inscription est de 577,50 \$ canadiens pour les adhérents du FCO et les employés de ses membres institutionnels, et de 682,50 \$ canadiens pour les autres. Pour complément d'information, contactez Steve Olive: Steve.Olive@mcgill.ca.

**DU 22 AU 24 SEPTEMBRE 2008:
«AIGUISEZ-VOUS LES DENTS AVEC
UN COURS SUPÉRIEUR DE
FORMATION EN ENQUÊTES» –
BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE
L'ONTARIO, TORONTO (CANADA)**

Le Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario organise un séminaire intitulé «Aiguissez-vous

les dents avec un cours supérieur de formation en enquêtes» du 22 au 24 septembre 2008 au Club et Centre des congrès St Andrew, situé au 150 King St. West, à Toronto (Ontario, Canada).

Ce séminaire mettra l'accent sur les enquêtes systémiques. Il traitera de divers aspects, entre autres: principes des enquêtes et défis présentés, évaluation des cas et identification des problèmes, planification de l'enquête, entrevues et témoignages, preuves matérielles et documentation, évaluation des documents, élaboration du rapport et des recommandations, communication des résultats, et protection des délateurs et des témoins. Ce séminaire discutera également de questions pratiques telles que l'embauche d'enquêteurs, la création et la formation d'équipes d'enquêteurs et la gestion des enquêtes. Diverses études de cas seront présentées et des exercices seront proposés, par exemple dans le domaine de la préparation et de la présentation des évaluations de cas et de la planification des enquêtes. Ce séminaire sera donné par des membres du personnel de l'ombudsman de l'Ontario (dont l'ombudsman lui-même), des directeurs exécutifs, des conseillers en chef, des enquêteurs en chef de l'Équipe d'intervention spéciale de l'Ombudsman de l'Ontario (EISO) et des experts externes.

Il comprendra des conférences, des études de cas, des discussions, ainsi que des exercices et des présentations faites par les participants.

Ce séminaire est organisé selon le principe de la récupération des coûts, et les frais d'inscription (qui incluent certains repas) sont de 550 \$ canadiens pour les adhérents de l'I.I.O. et de 800 \$ canadiens pour les autres. Pour complément d'information, contactez Mme Sue Mason par courriel:

smason@ombudsman.on.ca, ou par téléphone:
(416) 586-3453.

DU 29 SEPTEMBRE AU 3 OCTOBRE 2008:
CONGRÈS ANNUEL DE L'ASSOCIATION
DES OMBUDSMANS DES É.-U. (USOA) –
LEXINGTON (KENTUCKY)

Du 29 septembre au 3 octobre 2008, le congrès annuel de l'Association des ombudsmans des États-Unis (USOA) se tiendra à l'hôtel *Crowne Plaza Campbell House* de Lexington (Kentucky), sous l'égide de Mme Joan Beck (Ombudsman/Avocate des citoyens au gouvernement du Comté urbain de Lexington-Fayette).

Le thème ce congrès, qui débute le 1^{er} octobre, sera «De la ligne de départ à celle d'arrivée: Les ombudsmans et la course à l'excellence», et des ateliers seront organisés les jours précédents. Le congrès se composera d'une réunion plénière d'une journée sur «L'Évaluation du travail des ombudsmans et la mise en place de mesures de performance», deux ateliers en deux parties sur «La rédaction des rapports d'enquêtes» et «L'Estimation de la valeur par des sondages de satisfaction», ainsi que six réunions parallèles: «Les ombudsmans sur la ligne de départ», «Systèmes de soumission de plaintes en ligne», «Faire de grandes avancées sur les questions juridiques», «Conscience multiculturelle», «Analyse éthique» et «Terrain commun». Une réception inaugurale aura lieu le 30 septembre et un banquet le 2 octobre.

Pour complément d'information:
www.usombudsman.org.

DU 19 AU 21 OCTOBRE 2008: COURS DE
FORMATION ORGANISÉ PAR LE FORUM
DES OMBUDSMANS CANADIENS (FCO)
SUR LE THÈME «PLAINTES ABUSIVES:
ATTITUDES À ADOPTER» – MONTRÉAL
(QUÉBEC, CANADA)

Du 19 au 21 octobre 2008, un cours de formation sera organisé par le Forum des ombudsmans canadiens (FCO) sur le thème «Plaintes abusives: Attitudes à adopter» à l'hôtel *Marriott Chateau Champlain* de Montréal (Québec, Canada). Il sera donné en anglais. Au cours d'un atelier d'une journée, Chris Wheeler (Ombudsman adjoint de la Nouvelle-Galles-du-Sud, Australie), présentera les travaux des huit ombudsmans parlementaires australiens qui ont mis sur pied de nouvelles techniques pour prévenir ou pour gérer les problèmes associés à des plaintes abusives. Stuart Rechnitzer (psychothérapeute montréalais et Ombudsman de l'hôpital Ste Justine), Frema Engel et le Dr Michèle Bélanger présenteront les diverses formes de maladie mentale dont souffrent certains plaignants, ainsi que les méthodes pour traiter leurs plaintes et la gestion des risques.

Pour complément d'information sur le programme et l'inscription, consultez le site:
<www.ombudsmanforum.ca>.

Pour faire vos réservations d'hôtel, téléphonez au (514) 878-9000 (local) ou au 1-800-200-5909. Pour complément d'information, contactez Steve Olive:
Steve.Olive@mcgill.ca.

OCTOBRE-DÉCEMBRE: COURS ORGANISÉS PAR *GOVERNANCE & MANAGEMENT SERVICES INTERNATIONAL (GMSI)* – LONDRES (ROYAUME-UNI)

L'Institut *Governance & Management Services International (GMSI)* propose des cours de plusieurs jours à Londres. GMSI est une société de formation et de consultation internationale basée au Royaume-Uni. Ses objectifs sont d'améliorer la qualité de la gouvernance dans le secteur public et la gestion des pays en voie de développement et des démocraties en transition. Certains des cours qu'ils proposent ont un lien direct avec le travail des ombudsmans:

«Améliorer l'efficacité de l'institution de l'ombudsman: La gestion des plaintes»: du 13 au 17 octobre 2008 (coût 1,150 £, déjeuner de midi compris). Description: Les ombudsmans et les institutions qui traitent les plaintes sont devenus des ressources indispensables dans le domaine de la gouvernance contemporaine. Ce cours, qui repose sur l'expertise de spécialistes, traitera des questions de leadership et de gestion auxquelles sont confrontées l'institution de l'ombudsman et les institutions apparentées. Il donnera aux participants des informations pratiques pour qu'ils puissent proposer de meilleurs services aux plaignants et avoir un impact réel sur leur système d'administration publique. Ce cours devrait améliorer leurs compétences dans le domaine de la gestion des bureaux du secteur public. Il s'adresse aux directeurs, gestionnaires et chefs d'équipes techniques des bureaux d'ombudsmans et institutions apparentées.

«La gestion des institutions des droits de l'Homme»: du 8 au 12 décembre 2008 (coût:

1,150 £, déjeuner de midi compris). Description: Ce cours traitera des questions relatives à la gestion des institutions nationales des droits de l'Homme (INDH). Les INDH sont devenues des ressources indispensables pour l'avancement de la bonne gouvernance dans les pays en voie de développement et les démocraties en transition. Ces institutions doivent toutefois relever des défis spécifiques d'organisation et de gestion, défis qui dépassent largement leurs cadres juridiques et techniques. Ce cours, qui s'adresse aux directeurs, gestionnaires et chefs d'équipes, appliquera des idées et des techniques modernes de gestion au travail des INDH. S'appuyant sur des méthodes ayant fait leurs preuves au plan international et sur l'expertise de spécialistes de ce domaine, ce cours traitera des questions suivantes: organisation et embauche de personnel, financement et gestion financière, direction par des spécialistes ou par des administrateurs, gestion des collaborations interinstitutionnelles, mise en place de nouvelles idées d'administration pour les bureaux du secteur public, etc. Ce cours aidera les participants à améliorer la gestion de leurs INDH respectives et donc à mieux servir les plaignants qui s'adressent à eux.

«Enquêtes d'ombudsmans: Instauration d'un système de traitement effectif des plaintes»: du 15 au 19 décembre 2008 (coût: £1,150 £, déjeuner de midi compris). Description: Les objectifs de ce cours sont de donner aux ombudsmans et autres chiens de garde administratifs les outils techniques et pratiques dont ils ont besoin pour traiter efficacement les plaintes qui leur sont soumises. Ce cours traitera des diverses facettes de ce processus: communication avec les plaignants, méthodes et techniques d'enquêtes, archivage des documents,

utilisation de systèmes informatisés, application des recommandations et rapports avec les médias. Ce cours aidera les participants à améliorer leurs compétences et leurs talents d'intervention. Il leur fournira aussi l'occasion de comparer leurs expériences professionnelles et de travailler sur des exemples tirés des institutions du Royaume-Uni. Ce cours s'adresse aux enquêteurs (niveaux intermédiaires et supérieurs) des bureaux d'ombudsmans et des institutions apparentées qui traitent de plaintes relatives aux violations des droits de l'Homme.

Les frais d'inscription incluent tout le matériel de formation et les visites professionnelles prévues. Les participants doivent s'acquitter de leurs frais de transport, de logement et de visas, si nécessaire. La plupart des programmes proposés peuvent être personnalisés et enseignés localement sur demande. Pour complément d'information, consultez le site Internet www.gmsiuk.com, ou contactez GMSI: Courriel: gmsi@gmsiuk.com; Adresse postale: GMSI, Suite 7, 2 Shad Thames, Tower Bridge, Londres, SE1 2YU, Royaume-Uni. Tél.: +44 (0)20-7403-6070/6199.

DU 30 OCTOBRE AU 2 NOVEMBRE 2008:
13^e CONGRÈS INTERNATIONAL
CONTRE LA CORRUPTION (IACC) –
ATHÈNES (GRÈCE)

Le 13^e congrès international contre la corruption (IACC) se tiendra à Athènes (Grèce) du 30 octobre au 2 novembre 2008, sur le thème «Transparence globale: Combattre la corruption pour assurer un avenir durable». Ce congrès sera organisé conjointement par le gouvernement grec, le ministère grec de la Justice, le Conseil

international contre la corruption, et les organisations *Transparency International* et *Transparency International Greece*. Pour complément d'information, consultez le site Internet: www.13iacc.org.

DU 5 AU 7 NOVEMBRE 2008: 7^e
SYMPOSIUM NATIONAL SUR LES
ENQUÊTES – MANLY/SYDNEY
(AUSTRALIE)

Le 7^e symposium national biennuel sur les enquêtes aura lieu du 5 au 7 novembre 2008 à l'hôtel *Manly Pacific*, Manly/Sydney (Australie). Ce symposium est organisé conjointement par l'Ombudsman de Nouvelle-Galles-du-Sud, la Commission indépendante contre la corruption (ICAC) et l'Institut d'administration publique d'Australie et de Nouvelle-Galles-du-Sud (IPAA), et il permettra aux fonctionnaires de mettre à jour et d'améliorer leurs techniques d'enquêtes.

Organisé sur deux jours, ce symposium comprendra des sessions parallèles sur des thèmes variés: collecte d'informations, gestion de plaintes récurrentes et abusives, emploi de techniques cognitives d'entrevues, questions relatives à la protection des enfants et aux enquêtes au sein de communautés. La session sur la gestion des plaintes récurrentes et abusives illustrera les méthodes et techniques qu'ont élaborées les bureaux des ombudsmans parlementaires d'Australie dans le cadre d'un projet spécial. Des employés de bureaux d'ombudsmans présenteront des sessions sur les thèmes suivants: «Internet et éducation des enfants et des adolescents», «L'utilisation des consultations communautaires comme outil d'enquête», «Conflits d'intérêt dans le secteur public: L'expérience de Victoria», «Défis posés aux

enquêteurs: Le système de réponse d'urgence du Territoire du Nord» et «Résultats du projet trans-australien sur la gestion de plaintes récurrentes et abusives».

Inscriptions en ligne: www.nsw.ipaa.org.au
Tarifs spéciaux des lignes aériennes Qantas:
www.qantas.com.au/content/dyn/conference/nisNov08

Hôtel Manly:

www.manlypacificsydney.com.au

Pour complément d'information sur le Symposium, contactez Mme Monique Adofaci (Adjointe à l'ombudsman de la Nouvelle-Galles-du-Sud): Courriel: madofaci@ombo.nsw.gov.au; Tél. (appel gratuit): 1-800-451-524, ou (02) 92-65-04-61.

DU 15 AU 18 AVRIL 2009: CONGRÈS CONJOINT DES ASSOCIATIONS ACCUO, FCO ET IOA – MONTRÉAL (QUÉBEC, CANADA)

Du 15 au 18 avril 2009, l'Association des ombudsmans des universités et collèges canadiens (ACCUO), le Forum des ombudsmans canadiens (FCO) et l'Association internationale des ombudsmans (IOA) organiseront conjointement un congrès à l'hôtel *Fairmont Queen Elizabeth* de Montréal (Québec, Canada). Pour célébrer le 200^e anniversaire de la création de l'institution de l'ombudsman en Suède en 1809, le thème de ce congrès sera «L'évolution de l'ombudsman (1809-2009): Une histoire riche, un avenir prometteur». Le programme de sessions plénières, de réunions parallèles et de tables rondes sera organisé de manière à ce que les ombudsmans législatifs/gouvernementaux, corporatifs et universitaires puissent participer à un maximum de réunions dans leurs domaines

respectifs. Un deuxième principe directeur animera ce congrès: les participants auront accès à toutes les réunions, quelle que soit l'association organisatrice. Vous trouverez des détails complémentaires sur ce congrès dans les prochains numéros de ce *Bulletin*.

PUBLICATIONS DE L'I.I.O.

VOLUME 10 (2006) DU RECUEIL ANNUEL DES PUBLICATIONS

Nous avons déjà accepté trois articles pour le volume 10 de notre *Recueil annuel des publications*, et nous espérons pouvoir le compléter et le faire imprimer pour le début de l'année 2009. Voici le titre de ces articles: «Historique de la création du Médiateur européen» d'Alexandros Tsadiras, «Évaluation des ombudsmans: Une étude de cas fondée sur une méthodologie quantitative» d'Anita Stuhmcke, et «Une étude comparée des bureaux d'ombudsman du Danemark et de la Colombie-britannique (Canada)» de Shera Skinner et Carly Hyman.

ACTIVITÉS DE LA COMMISSION CONTRE LA CORRUPTION DE MACAO

Voici un résumé des principales activités de la Commission contre la Corruption (CCAC) de Macao pour la période de janvier à juin 2008.

Pour la première fois, en janvier 2008, le ministère de la Supervision de la Chine, la Commission indépendante de lutte contre la corruption de Hong-Kong et la CCAC de Macao ont co-organisé un congrès sur le thème de la lutte contre la corruption dans l'industrie du bâtiment. Ce congrès, qui s'est

tenu à Shenzhen (Chine), a réuni une cinquantaine d'officiels et d'experts venus de Chine, de Hong-Kong et de Macao. En novembre 2007, le président de la CCAC de Macao avait annoncé que son organisme étendrait sa juridiction au secteur privé pour renforcer les efforts d'intégrité dans le bâtiment et pour réaliser cet objectif clé de la convention de l'ONU contre la corruption. C'est donc avec cet objectif en vue que la CCAC a organisé un forum le 6 mars 2008, sur le thème «Secteurs privé et public: Vers l'intégrité et l'équité». Ce forum a réuni des experts et des universitaires de Macao, de Hong-Kong et du Portugal, et il leur a permis de discuter leur expertise et leurs expériences. Plus de 500 délégués ont participé aux sessions en chinois et plus de 200 à celles en portugais: entre autres, des membres du Conseil exécutif, de l'Assemblée législative, des juges, des procureurs, des fonctionnaires, des membres d'associations civiles et des employeurs d'institutions privées. À la suite de ce forum, d'avril à juin 2008, la CCAC a organisé une série de séminaires pour aider les plus importantes associations civiles (représentant une grande variété d'industries) à élaborer des politiques anti-corruption dans le secteur privé. Des hommes d'affaires importants de Hong-Kong y ont été invités comme conférenciers pour parler de leurs expériences en termes d'éthique professionnelle et de gouvernance des grandes sociétés.

NOUVELLES, ARTICLES, ETC. POUR PUBLICATION PAR L'I.I.O.

Nous vous encourageons à nous faire parvenir toutes les nouvelles que vous désirez faire inclure dans un prochain numéro de ce *Bulletin*, ainsi que tous les articles, manuscrits

et communications que vous aimeriez voir paraître dans la série *Publications occasionnelles/Occasional Papers* ou dans le *Recueil annuel des publications/The International Ombudsman Yearbook*. La rédactrice en chef est particulièrement intéressée à recevoir des articles pour le volume 10 (2006) du *Recueil annuel des publications*, et des nouvelles pour le numéro de décembre 2008 du *Bulletin*. Nous remercions ceux et celles qui nous expédient régulièrement des informations sur les nominations, les départs à la retraite, etc. Veuillez prendre note que tous les articles soumis pour publication dans le *Recueil annuel* sont examinés de manière anonyme par notre Conseil consultatif de publication.

Veuillez expédier tous vos documents à:
Professeure Linda C. Reif
Rédactrice en chef
Institut International de l'Ombudsman
Faculté de Droit, Université de l'Alberta
Edmonton, Alberta, T6G 2H5 (Canada)
Tél.: (780) 492-2800; Télécop.: (780) 492-4924
Courriel: lreif@law.ualberta.ca